

Envoyé en préfecture le 17/05/2024

Reçu en préfecture le 17/05/2024

Publié le 2 1 MAI 2024

ID: 085-200070233-20240516-DECRE_2024_040-AR

DECISION DU PRESIDENT N° DECRE 2024 040

Droit de Préemption Urbain Déclaration d'intention d'aliéner N° DIA 085 TdM 24H013

Le Président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L211-1 et suivants,

Vu le Code des Collectivités territoriales, et notamment son article L5211-9,

Considérant que Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération est compétente en matière de Plan local d'urbanisme et que par conséquent, elle est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain en vertu de l'article L211-2 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil d'agglomération n°DEL20240212_03 en date du 12 février 2024 donnant délégation à Monsieur le Président de Terres de Montaigu,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 29 avril 2024 relative à la cession de l'immeuble cadastré 027 section ZD numéro 434 située sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85600), Commune déléguée Boufféré – 13 Rue Denis Papin, Considérant que la déclaration d'intention d'aliéner reçue est relative à une cession d'un bien classé en zone à vocation économique cadastrée 027 section ZD numéro 434 d'une surface totale de 00ha 26a 90ca,

DÉCIDE

ARTICLE UNIQUE

De renoncer à préempter l'immeuble cadastré 027 section ZD numéro 434 d'une contenance totale de 00ha 26a 90ca situé sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85600), Commune déléguée Boufféré – 13 Rue Denis Papin.

Fait à Montaigu-Vendée

Le Président, Antoine CHEREAU

Signé électroniquement par l'Antoine Chereau Daté de signature : 17/05/2924 Qualité : Président de Terres de

Montaigu Communauté d'agglomération

Certifiée exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en Préfecture et de sa publication et/ou de sa notification.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'Ile Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification